

Aleksandar (Vucic) le tout-puissant

Serbie Le Premier ministre et chef du principal parti a été élu président au premier tour. L'opposition est en lambeaux.

Eclairage Jean-Arnault Dérens
Correspondant dans les Balkans

La Serbie a désormais son homme fort, son incontestable patron. Aleksandar Vucic a gagné son pari en se faisant élire dimanche, dès le premier tour de l'élection présidentielle, en recueillant un peu plus de 55 % des suffrages. L'opposition, divisée, est laminée : son principal candidat, Sasa Jankovic, soutenu par la société civile, n'obtient que 16 %.

C'est la première fois depuis 1992 qu'un candidat est élu au premier tour d'une élection présidentielle : Slobodan Milosevic avait alors battu l'homme d'affaires serbo-américain Milan Panic, mais jamais l'ancien dictateur n'a réussi à concentrer autant de pouvoirs qu'Aleksandar Vucic, qui cumule désormais les charges de président élu, de Premier ministre et de chef du tout-puissant Parti progressiste serbe (SNS). Dimanche soir, il a éludé toutes les questions constitutionnelles que pourrait poser cette concentration, expliquant qu'un nouveau gouvernement serait formé "d'ici deux mois au plus tard", sans que cette incongruité constitutionnelle n'émeuve grand monde.

La Serbie dispose d'un régime parlementaire, où les pouvoirs du Président sont théoriquement limités. La véritable clé du pouvoir tient en fait dans le contrôle du parti dominant : c'est ce qui a fait la force de Boris Tadic en 2008, qui cumulait la charge présidentielle et la direction du Parti démocratique. Aleksandar Vucic pourrait s'inspirer de ce modèle, mais ne semble pas avoir l'intention de démissionner immédiatement de sa charge de chef du gouvernement.

Belgrade bruisse néanmoins de rumeurs sur le nom de son possible successeur. Deux options s'imposent : une personnalité faible, un "expert" non encarté politiquement, qui permettrait au Président de conserver la haute main sur la direction du pays, ou bien le "second homme" du régime serbe, Ivica Dacic, président du Parti socialiste de Serbie (SPS), formé, tout comme Alek-

sandar Vucic, dans le sésail de l'ancien dictateur Milosevic. Cette hypothèse supposerait sûrement un deal, le SPS acceptant de voter une modification de la Constitution, qui permettrait de "présidentialiser" le régime serbe.

Un ultranationaliste devenu "pro-européen"

Le nouveau maître de Belgrade a commencé sa carrière en 1993, en pleine guerre de Bosnie-Herzégovine, dans les rangs du Parti radical serbe, la formation de l'extrême droite nationaliste dirigée par Vojislav Seselj, et il est devenu ministre de l'Information de Slobodan Milosevic en 1998, au début de la guerre du

Kosovo. Aleksandar Vucic a rompu avec son mentor en 2008, en se proclamant désormais "pro-européen". Une option qui relève probablement bien plus de l'opportunisme politique que de la conviction. Interrogé lundi par Radio Free Europe, l'historien britannique Eric Gordy lançait : "Comment imaginer que l'ancien ministre de Milosevic, l'homme qui contrôle tous les médias, qui explique que tous ses rivaux, mais aussi les rares journalistes d'investigation du pays, sont des espions à la solde de l'étranger, serait sincèrement devenu pro-européen ?"

Le commissaire européen en charge de la Politique de voisinage, Johannes Hahn s'est pourtant empressé de féliciter le nouvel élu, et jamais l'Union n'a clairement dénoncé la dérive autocratique du pouvoir serbe, saluant l'engagement d'Aleksandar Vucic en faveur de la "stabilité régionale", qui tient désormais lieu d'alpha et d'omega de la politique européenne dans les Balkans. Le politologue autrichien Florian Bieber qualifie ainsi les dirigeants autoritaires au pouvoir tant en Serbie qu'au Montenegro ou en Macédoine de "stabilocratie" promue par l'Union européenne. Reste que si Aleksandar Vucic, grisé par le succès, amorce une présidentialisation formelle du régime, il deviendra clair que son véritable modèle n'est pas plus l'Union européenne que la Russie de Poutine, mais plutôt le nouveau type d'autoritarisme que Recep Tayyip Erdogan met en œuvre en Turquie.